

Syndicat et libéral, c'est conciliable?

La CGSLB fait partie – discrètement – du front commun syndical qui s'oppose à Charles Michel. Pourtant, elle est «libérale». Mais pas comme on l'entend en politique aujourd'hui...

NATHALIE BAMPIS

Les bleus de la CGSLB, on les cherche dans les manifestations et sur les piquets de grève. Aucun doute, face aux tâches rouges et vertes de la FGTB et la CSC, les libéraux ont du mal à exister. À tel point que sur le terrain, ils sont parfois mis de côté. Comme dans le Brabant wallon ou à Liège, où lors des conférences de presse de présentation, on ne voyait pas l'ombre de leurs représentants...

Mais pourquoi cette discrétion? Ne serait-ce pas parce que la CGSLB, syndicat «libéral», serait le seul allié de ce gouvernement de droite, libéral, et honni par les socialistes?

Rien de tout cela évidemment. La CGSLB, toute libérale qu'elle soit, est un syndicat. Pas une organisation patronale. Olivier Valentin, son secrétaire général, nous explique la philosophie du terme «libéral» dans le nom de son syndicat: «Nous adhérons au libéralisme social en tant que porteur de valeurs de liberté, de tolérance, de solidarité et de responsabilité. On utilise à outrance le mot libéralisme comme synonyme du capitalisme, mais ce n'est pas du tout cela.»

En 2011, la CGSLB a réalisé une enquête auprès de ses membres pour voir comment ils percevaient l'identité du syndicat. De l'analyse des résultats, il en est ressorti qu'être syndicaliste et libéral n'était pas inconciliable. «Car le libéralisme travaille à une économie de marché socialement

corrigée, et qui permet aussi à chacun de prendre son destin en main.»

La CGSLB regrette l'amalgame qui est fait entre libéralisme, capitalisme et conservatisme. «Le gouvernement Michel, ce n'est pas un gouvernement libéral, c'est un gouvernement ultralibéral et conservateur. Ce n'est pas du libéralisme», dit Didier Seghin, le porte-parole du syndicat, qui classe la CGSLB dans le «libéralisme fréquentable», comme l'était, selon lui, le libéralisme social de Louis Michel.

Voilà pour la philosophie. Mais cette philosophie, elle explique aussi – en partie – la mise à l'écart que subit parfois, au niveau local, le syndicat de la part des deux «grands».

Dédain à Liège

La CGSLB constate que s'il y a eu une grande évolution, certains bastions forts du socialisme, comme le bassin industriel liégeois, n'ont pas encore accepté que si la CGSLB ne se bat pas pour le «grand soin», elle n'en est pas moins un syndicat de combat.

Dans ses rapports au niveau interprofessionnel, la CCGSLB a d'ailleurs senti une évolution (négative) par rapport à l'ère Demelenne à la FGTB. Pour preuve, sur les plateaux télévisés, le liégeois Marc Goblet a notamment dit récemment qu'il ne concevait pas que l'on soit syndicaliste et libéral. Face à Olivier Valentin, le leader de la FGTB est poli mais... distant. Les rapports sont d'ailleurs plus chaleureux avec la CSC. «Mais sur les piquets de grève, insistent Olivier Valentin et Didier Seghin, il y a unanimité». Une fraternité peut-être intéressée... Au plus on est, au plus

la contestation est forte. Les locaux de la FGTB et la CSC ne le nient pas: «Bien sûr que les bleus sont bienvenus, mais on les voudrait aussi plus présents au jour le jour...»

Avec une force de frappe qui ne dépasse pas les 300.000 affiliés, là où la FGTB et la CSC alignent respectivement 1,3 et 1,6 millions d'affiliés, la CGSLB n'a évidemment pas la possibilité d'être partout sur le terrain. Elle est aussi plus représentée du côté flamand: un tiers seulement de ses membres sont francophones. Le front commun marche aussi mieux au nord du pays, dit-on en interne. «À Liège, par contre, il faut que l'on se batte pour se faire une place.» La CGSLB l'admet, elle doit montrer qu'elle a la capacité d'être présente, même si ce n'est pas partout.

«Mais chez nous il n'y aura jamais de contrainte morale, notamment par rapport au droit de grève. On laissera toujours les gens libres de faire grève ou pas. Ce n'est pas le cas partout...», explique Didier Seghin.

Tout comme la CGSLB ne lancera jamais d'appel à ce que l'on «pende» les patrons. «On est conscients que pour qu'il y ait de l'emploi, il faut qu'il y ait des entrepreneurs. Cela n'empêche pas les corrections sociales, et aussi environnementales», conclut-il.

«Le gouvernement Michel, ce n'est pas un gouvernement libéral, c'est un gouvernement ultralibéral et conservateur. Ce n'est pas du libéralisme.»

OLIVIER VALENTIN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CGSLB